



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2015



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -82,77 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2015 s'élève à -82,77 Md€ contre -96,85 Md€ à fin novembre 2014 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la baisse des dépenses

nettes du budget général à hauteur de 7,47 Md€ conjuguée à la hausse des recettes nettes de 7,32 Md€ et à la dégradation du solde des comptes spéciaux de 0,71 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 274,03 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,65 Md€ dont 2,70 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,75 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 2,61 Md€ dont 1,63 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,35 Md€ notamment sur le programme Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

Les dépenses nettes à fin novembre 2015 s'élèvent à 274,03 Md€ contre 281,49 Md€ à fin novembre 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses d'opérations financières (-2,39 Md€), d'investissement (-1,60 Md€) et d'intervention (-3,00 Md€), suite à des opérations exceptionnelles intervenues en 2014

✓ Mission **Sécurités** : 1,52 Md€ dont 0,83 Md€ au titre du programme « Police nationale » et 0,66 Md€ au titre du programme « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,13 Md€ dont 0,95 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement » ;

dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir.

La baisse des dépenses nettes résulte également de la diminution des charges de la dette de l'Etat (-1,30 Md€). Les dépenses de personnel augmentent de 0,89 Md€.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 195,74 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,55 Md€ ;

IR : 3,79 Md€ notamment dus aux recettes de mensualisation de novembre ;

TICPE : 1,27 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,96 Md€ dont 0,86 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -5,18 Md€ (-2,58 Md€ au titre de la DGF) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,25 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 246,11 Md€

Elles s'élevaient à 245,52 Md€ à périmètre constant à fin novembre 2014, soit une hausse de 0,59 Md€. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes de TVA (+1,45 Md€), d'IR (+0,44 Md€), TICPE (+0,51 Md€), des autres impôts directs et taxes assimilées pour +0,82 Md€ et des droits d'enregistrement, timbre, autres

contributions et taxes indirectes pour +2,30 Md€ (dont 1,45 Md€ de mutations à titre gratuit par décès). Ces augmentations sont en partie compensées par la diminution des recettes d'IS (-5,19 Md€) suite au dynamisme du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE).

Recettes non fiscales : 11,03 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2015 s'élèvent à 11,03 Md€ contre 9,46 Md€ à fin novembre 2014 à périmètre constant. La hausse s'explique notamment par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite

pour +1,65 Md€ (notamment en raison du recouvrement des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence aux principaux fabricants de produits d'hygiène et d'entretien).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -65,84 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -65,84 Md€ à fin novembre 2015 contre -69,41 Md€ à fin novembre 2014. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse, par rapport

à 2014, des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 3,21 Md€ (dont 3,09 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4,49 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,98 Md€ et des recettes pour 8,83 Md€.

Le compte spécial « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des

dépenses pour 1,20 Md€ dues essentiellement au versement des intérêts des OAT et des recettes pour 0,25 Md€.

Au 30 novembre 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -4,49 Md€ contre -3,78 Md€ en novembre 2014. L'écart s'explique par la dégradation, non significative à ce stade de l'année, du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » et « Gestion de la dette et de la

trésorerie de l'Etat » pour respectivement -0,68 Md€ et -0,37 Md€ partiellement compensée par l'amélioration du solde du compte « Participation de la France au désendettement de la Grèce » pour 0,41 Md€.

Dette financière de l'Etat au 31 novembre : 1 597,44 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 120,34 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 52,88 Md€ et 3,84 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



☛ Le Programme concernant le Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque

➤ Contexte de la mise en place du fonds

Certaines collectivités locales voulant bénéficier de taux d'intérêt attractifs ont souscrit des produits financiers comportant un fort niveau de risque appelés emprunts structurés.

Ces produits cumulent un emprunt classique et un ou plusieurs produits dérivés ce qui ne permet pas de connaître l'évolution de leur taux d'intérêt à l'avance. Une autre de leur caractéristique est d'intégrer

plusieurs périodes de taux successives : une 1ère période est marquée par un taux d'intérêt bonifié, la 2ème se caractérisant par l'évolution d'un taux en fonction d'indices ou de monnaies notamment.

Or, la crise financière de 2008 a entraîné une hausse des taux d'intérêt des collectivités ayant souscrit ce type d'emprunts dits structurés rendant plus délicate leur situation financière.

➤ Objectifs du fonds de soutien

C'est en réponse à cette situation financière dégradée de certaines collectivités que le fonds de soutien a été créé par la loi de finances initiale pour 2014 dans son article 92. Celui-ci vise à apporter une aide aux collectivités et établissements les plus fortement

affectés par les emprunts structurés dont ils resteraient porteurs. Cette aide est calculée par référence à l'indemnité de remboursement anticipée due au titre de ces emprunts, allégeant d'autant le coût associé à ces emprunts pour les collectivités en difficulté.

➤ Modalités d'intervention

Le fonds de soutien est susceptible d'intervenir dans 3 cas de figure. Il peut apporter une aide au remboursement anticipé des emprunts liés à des contrats de prêt ou des contrats structurés à risque comme vu précédemment. Il peut aussi prendre en

charge une partie des intérêts dus sur les échéances dégradées. Il peut également assurer une prise en charge des prestations d'accompagnement destinées à faciliter la gestion des encours de dette structurée.

➤ Moyens d'intervention

Le fonds de soutien voit sa capacité d'intervention maximale portée à 3 Md€ dans le projet de loi de finances rectificative de 2015.

Cette mesure fait suite à la hausse du franc suisse en 2015 qui a contribué à dégrader les conditions financières des collectivités ayant souscrit des

emprunts structurés adossés à la parité euro-franc suisse.

Le programme 0344 « Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque » appartient à la mission « Engagements financiers de l'Etat » (page 9). Il est constaté une exécution de 30 millions € sur ce programme au 30 novembre 2015.



	Mois	Cumul à fin novembre		Renvoi Page	
	Novembre	2015	2014 retraité 2014 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-6 574	-82 771	-96 846	-90 835	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	18 459	274 026	281 494	273 952	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	11 885	195 742	188 427	186 897	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	3 793	66 350	65 914	65 914	
- IS *	-775	16 662	21 853	21 853	
- TVA	11 548	129 958	128 508	126 984	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-1	-4 486	-3 780	-3 780	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 390	98 658			18
Dettes financières de l'Etat	11 469	1 597 443			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Dépenses de personnel	10 138	111 431	110 539	110 523
Dépenses de fonctionnement	3 328	45 960	46 032	46 068
Charges de la dette de l'Etat	0	41 194	42 498	42 498
Dépenses d'investissement	486	8 646	10 248	10 247
Dépenses d'intervention	4 403	64 529	67 524	59 963
Dépenses d'opérations financières	105	1 278	3 664	3 664
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	18 459	274 026	281 494	273 952
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	17 525	246 110	245 523	243 988
Recettes non fiscales	392	11 028	9 456	9 454
Prélèvements sur recettes	-6 433	-65 840	-69 412	-69 405
Fonds de concours	401	4 444	2 860	2 860
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	11 885	195 742	188 427	186 897
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	18 319	261 582	257 839	256 302
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-6 574	-78 285	-93 067	-87 055
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-283	1 967	1 564	1 564
Solde des comptes de concours financiers	1 326	-5 785	-5 311	-5 311
Solde des comptes de commerce	-1 031	-752	-110	-110
Solde des comptes d'opérations monétaires	-86	-1 856	-117	-117
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-1	-4 486	-3 780	-3 780
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-6 574	-82 771	-96 846	-90 835



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 138	111 431	110 539	110 523
Rémunérations d'activité	5 950	63 628	63 179	63 184
Cotisations et contributions sociales	4 140	47 094	46 647	46 626
Prestations sociales et allocations diverses	49	709	713	713
AUTRES TITRES	8 321	162 596	170 955	163 429
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 328	45 960	46 032	46 068
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 066	20 992	21 991	21 996
Subventions pour charges de service public	1 261	24 968	24 041	24 072
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	0	41 194	42 498	42 498
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	41 194	42 498	42 498
Titre 5 - Dépenses d'investissement	486	8 646	10 248	10 247
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	448	7 148	8 999	8 984
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	38	1 498	1 249	1 262
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 403	64 529	67 524	59 963
Transferts aux ménages	1 750	30 022	30 086	22 778
Transferts aux entreprises	618	8 245	11 179	10 985
Transferts aux collectivités territoriales	476	5 705	5 528	5 412
Transferts aux autres collectivités	1 559	20 538	20 706	20 772
Appels en garantie	0	17	25	16
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	105	1 278	3 664	3 664
Prêts et avances	0	40	148	148
Dotations en fonds propres	145	560	3 557	3 557
Dépenses de participations financières	-40	679	-42	-42
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	18 459	274 026	281 494	273 952



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2015		Cumul à fin novembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	214	191	2 940	2 727	2 647
Action de la France en Europe et dans le monde	126	113	1 743	1 687	1 615
Diplomatie culturelle et d'influence	22	54	721	710	704
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	23	321	315	329
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	41	2	155	15	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	266	295	2 545	2 500	2 341
Administration territoriale	164	164	1 593	1 561	1 554
Vie politique, culturelle et associative	34	55	255	240	208
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	68	77	697	698	579
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	212	263	2 710	2 561	2 754
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	77	144	1 365	1 251	1 413
Forêt	29	7	259	239	261
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	46	51	447	433	427
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	59	62	638	638	653
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 594	280	1 884	2 327	2 466
Aide économique et financière au développement	1 328	71	397	918	931
Solidarité à l'égard des pays en développement	265	209	1 487	1 409	1 535
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	611	131	2 697	2 181	2 290
Liens entre la Nation et son armée	10	9	34	30	34
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	544	59	2 516	2 003	2 164
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	56	63	148	148	91
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	58	56	561	567	560
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	39	331	338	335
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	190	189	185
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	179	260	2 315	2 303	2 245
Patrimoines	62	127	682	673	600
Création	29	38	646	657	694
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	87	96	987	974	951
DEFENSE	3 529	2 613	36 064	36 650	37 014
Environnement et prospective de la politique de défense	150	107	1 155	1 264	1 096
Préparation et emploi des forces	968	739	7 862	7 261	7 813
Soutien de la politique de la défense	1 677	1 625	19 611	19 638	18 808
Equipement des forces	733	142	7 436	8 487	7 547
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 750
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	95	96	1 026	1 006	989
Coordination du travail gouvernemental	47	37	446	439	428
Protection des droits et libertés	6	7	93	86	77
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	43	53	486	481	484
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	267	849	8 114	8 628	8 715
Infrastructures et services de transports	305	321	3 731	4 190	4 371
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	11	25	152	154	154
Météorologie	46	46	196	196	199
Paysages, eau et biodiversité	40	42	240	251	234
Information géographique et cartographique	11	11	93	93	95
Prévention des risques	27	33	184	186	189
Energie, climat et après-mines	102	107	491	490	542
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	-274	264	3 027	3 069	3 150
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	-170
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	-50



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2015		Cumul à fin novembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	93	128	1 282	1 273	1 684
Développement des entreprises et du tourisme	36	76	708	710	813
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	41	37	420	413	419
Stratégie économique et fiscale	16	14	154	150	152
Projets industriels (2)	0	0	0	0	60
Innovation (2)	0	0	0	0	240
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	227	1 126	11 759	11 722	12 185
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	162	163	1 388	1 296	1 238
Aide à l'accès au logement	4	950	10 101	10 097	10 487
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	62	14	270	329	459
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	-84	31	42 852	41 493	46 318
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	41 194	41 194	42 498
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	17	17	8
Epargne	-85	1	254	252	382
Majoration de rentes	1	0	1	0	169
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	30	1 386	30	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 653	5 647	60 855	60 680	59 504
Enseignement scolaire public du premier degré	1 756	1 754	18 229	18 224	17 784
Enseignement scolaire public du second degré	2 701	2 698	28 283	28 272	27 961
Vie de l'élève	320	341	4 474	4 433	4 098
Enseignement privé du premier et du second degrés	568	566	6 612	6 600	6 570
Soutien de la politique de l'éducation nationale	182	189	2 019	1 950	1 908
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	127	99	1 238	1 201	1 184
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	909	903	10 140	10 089	10 278
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	649	669	7 441	7 422	7 602
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	86	67	923	926	937
Facilitation et sécurisation des échanges	125	122	1 465	1 453	1 450
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	17	117	118	126
Fonction publique	36	28	194	170	163
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	36	93	571	542	533
Immigration et asile	25	86	523	502	498
Intégration et accès à la nationalité française	10	7	48	40	35
JUSTICE	1 244	655	6 679	7 038	6 907
Justice judiciaire	264	249	2 549	2 802	2 766
Administration pénitentiaire	875	284	2 829	2 941	2 852
Protection judiciaire de la jeunesse	58	68	713	692	681
Accès au droit et à la justice	20	21	320	317	335
Conduite et pilotage de la politique de la justice	26	34	265	283	268
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	53	25	604	526	675
Presse	5	10	192	199	203
Livre et industries culturelles	8	8	242	189	228
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	40	6	171	138	241
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	2



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2015		Cumul à fin novembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	119	101	1 808	1 855	1 878
Emploi outre-mer	26	26	1 287	1 285	1 290
Conditions de vie outre-mer	93	75	521	569	587
POLITIQUE DES TERRITOIRES	6	48	506	647	680
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	35	43	98	225	232
Interventions territoriales de l'Etat	-1	3	14	27	42
Politique de la ville (4)	-28	1	394	395	405
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	990
Présidence de la République	0	0	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	669	1 353	25 210	24 424	27 643
Formations supérieures et recherche universitaire	153	124	12 535	12 545	12 531
Vie étudiante	235	243	2 491	2 318	2 248
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	16	644	6 209	5 652	4 924
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	0	0	1 279	1 151	1 208
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	3 200
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	96	66	1 253	1 287	1 158
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	1 009
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	58	135	853	891	934
Recherche duale (civile et militaire)	90	90	179	179	61
Recherche culturelle et culture scientifique	5	25	112	109	81
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	25	299	293	289
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	168	186	6 348	6 273	6 306
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	97	114	3 985	3 981	3 992
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	71	71	853	782	757
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	0	1 510	1 510	1 557
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	152	134	2 600	2 395	2 487
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	128	122	2 346	2 139	2 037
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	24	12	254	256	449
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 648	6 658	95 577	95 569	88 868
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 260	6 270	84 327	84 319	77 754
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	388	388	11 250	11 250	11 114
SANTE	-6	131	1 101	1 038	1 021
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	-7	15	471	408	452
Protection maladie	0	116	630	630	569
SECURITES	1 566	1 522	17 039	16 518	16 315
Police nationale	822	832	8 872	8 775	8 551
Gendarmerie nationale	689	656	7 528	7 346	7 300
Sécurité et éducation routières	6	4	35	25	104
Sécurité civile	49	31	603	372	360



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2015		Cumul à fin novembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	124	398	14 506	14 079	13 518
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	19	26	2 422	2 051	1 581
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	16	224	10 651	10 638	10 507
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	22	21	21
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	87	145	1 410	1 370	1 408
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	-17	80	487	483	419
Sport	9	9	226	231	234
Jeunesse et vie associative	-26	71	261	252	185
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	300	864	11 390	10 512	10 134
Accès et retour à l'emploi	345	657	8 049	7 698	6 781
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-112	139	2 532	2 088	2 516
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	4	1	136	60	44
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	62	67	674	666	667
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	126
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	24 884	25 117	373 158	369 595	370 362
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	18 236	18 459	277 581	274 026	281 494

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.	Novembre			
Impôt sur le Revenu (A)	3 944	72 710	71 873	71 873
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	200	3 824	3 455	3 445
Impôt sur les sociétés (C)	285	42 760	43 542	43 542
Impôt sur les sociétés	280	41 871	42 646	42 646
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	889	895	895
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	409	13 577	12 758	12 758
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	53	746	597	597
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	142	3 684	3 358	3 358
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	61	91	91
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	7	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	108	5 145	5 094	5 094
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	127	74	74
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	20	118	118
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	16	17	17
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	5	29	29	29
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	68	70	70
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	189	6	6
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	7	5	5
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	34	72	72
Recettes diverses	92	3 412	3 191	3 191
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 273	12 424	11 918	11 918
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 111	177 111	173 875	172 351
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 961	19 272	16 970	16 970
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	41	383	335	335
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	135	135	135
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	7	8	8
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	134	1 399	1 275	1 275



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	858	9 365	7 913	7 913
Contribution de sécurité immobilière	51	533	503	503
Autres conventions et actes civils	39	412	454	454
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	30	349	327	327
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	11	121	111	111
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	31	222	158	158
Timbre unique	31	183	204	204
Taxe sur les véhicules de société	150	150	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	29	671	265	265
Autres droits et recettes accessoires	0	4	5	5
Amendes et confiscations	3	42	33	33
Taxe générale sur les activités polluantes	91	226	332	332
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	27	27	27
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	28	158	156	156
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	5	5
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	48	46	46
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	48	46	46
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	27	27
Taxe de l'aviation civile	6	64	69	69
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	31	30	30
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	176	1 855	1 860	1 860
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	68	664	656	656
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	38	404	374	374
Prélèvement sur les paris sportifs	27	198	158	158
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	52	53	53
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	76	834	698	698
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	3	3
Autres taxes	13	84	119	119
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	24 183	341 679	334 391	332 857
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	17 525	246 110	245 523	243 988



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.	Novembre			
Dividendes et recettes assimilées (A)	9	4 011	3 726	3 726
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 301	576	576
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	389	120	120
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	9	2 320	3 030	3 030
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	76	1 341	1 788	1 786
Revenus du domaine public non militaire	13	181	191	191
Autres revenus du domaine public	1	85	200	200
Revenus du domaine privé	3	47	41	41
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	6	91	283	283
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	24	868	1 025	1 022
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	28	57	36	36
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	13	13	13
Produits de la vente de biens et services (C)	87	968	918	918
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	45	415	382	382
Autres frais d'assiette et de recouvrement	37	486	457	457
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	2	51	57	57
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	6	13	13
Autres recettes diverses	2	10	9	9
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	16	366	316	316
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	177	120	120
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	6	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	17	16	16
Intérêts des autres prêts et avances	1	33	32	32
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	101	121	121
Autres avances remboursables sous conditions	0	3	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	8	8
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	23	18	18



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	75	2 231	582	582
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	1 467	104	104
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	6	111	46	46
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	5	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	66	628	401	401
Frais de poursuite	1	8	10	10
Frais de justice et d'instance	1	9	9	9
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	3	3
Divers (F)	129	2 111	2 126	2 126
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	805	733	733
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	276	118	118
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	21	193	163	163
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	9	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	48	82	82
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	9	9
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	1	24	45	45
Recouvrements après admission en non-valeur	11	122	149	149
Divers versements de l'Union européenne	0	20	23	23
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	22	19	19
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	16	18	18
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	2	2	1	1
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	8	224	203	203
Produits divers	45	151	230	230
Autres produits divers	30	178	307	307
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	392	11 028	9 456	9 454



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 183	-47 562	-50 767	-50 760
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 575	-34 064	-37 158	-37 151
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-11	-13	-13
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-76	-27	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 518	-5 508	-5 727	-5 727
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-106	-1 804	-1 729	-1 729
Dotation élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-36	-39	-39
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-491	-491	-501	-501
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-1	-4	-2	-2
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-274	-3 243	-3 045	-3 045
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-25	-625	-717	-717
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-367	-367
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-7	-185	-281	-281
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-76	-76	-76
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	-7	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-176	-373	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 250	-18 278	-18 645	-18 645
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 433	-65 840	-69 412	-69 405
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	376	4 169	2 651	2 651
Fonds de concours - coopération internationale	25	274	209	209
TOTAL FONDS DE CONCOURS	401	4 444	2 860	2 860

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 075	4 792	56 644	58 573	58 611	60 137	1 967	1 564
Aides à l'acquisition de véhicules propres	18	22	204	172	281	310	78	138
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	42	84	751	822	1 287	1 233	536	411
Développement agricole et rural	26	5	123	129	135	116	12	-13
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	39	31	356	224	344	345	-12	121
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	1 402	304	1 500	684	98	380
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	58	24	318	416	589	470	271	55
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	4	0	0	0	0	16	0	16
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	20	117	1 743	5 177	1 814	5 064	71	-114
Pensions	4 553	4 507	51 215	50 803	51 842	51 391	627	587
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	314	0	533	24	509	109	-24	85
Comptes de concours financiers	8 345	9 672	95 536	104 662	89 750	99 351	-5 785	-5 311
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	44	0	3 346	3 419	107	84	-3 239	-3 335
Avances à l'audiovisuel public	306	814	3 361	3 255	2 652	2 601	-709	-654
Avances aux collectivités territoriales	7 981	8 831	88 062	85 642	86 410	84 665	-1 652	-977
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	11 538	0	11 548	0	10
Prêts à des Etats étrangers	15	3	652	393	507	437	-146	44
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	24	114	415	75	15	-39	-399
Comptes de commerce	1 404	373	46 744	48 229	45 993	48 119	-752	-110
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	47	50	514	611	643	719	128	108
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	13	141	144	138	143	-3	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	17	17	1 215	1 427	1 215	1 716	0	288
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	120	39	571	547	587	568	15	21
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 200	246	44 244	45 443	43 315	44 886	-929	-557
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	4	2	9	8	5	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	5	37	36	63	63	26	27
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	18	18	24	17	6	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	1	0	0	0	-1
Comptes d'opérations monétaires	177	91	4 629	2 175	2 773	2 058	-1 856	-117
Emission des monnaies métalliques	16	3	125	123	205	203	80	80
Opérations avec le Fonds Monétaire International	161	89	4 480	2 042	2 540	1 848	-1 940	-194
Pertes et bénéfices de change	0	0	24	10	28	7	4	-3
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 002	14 929	203 553	213 639	197 127	209 665	-6 426	-3 974
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 841	14 840	199 073	211 597	194 587	207 818	-4 486	-3 780

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	219	821
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Divers organismes à caractère financier	218	212	430
	Total organismes à caractère financier	833	430	1 263
	CEPL			
	Régions	926	566	1 492
	Départements	4 624	-976	3 648
	Communes	18 472	2 162	20 634
	HLM	360	11	372
	Autres	19 448	843	20 291
	Total CEPL	43 831	2 605	46 436
	Hôpitaux	4 287	46	4 333
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	1 207	11 166
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	86	3 955
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	1 169	3 829
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	72	836
	Total établissements publics nationaux	17 251	2 535	19 786
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-630	10 158
Communautés européennes	1 906	461	2 367	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	11	57	
GIP	577	108	685	
EPL	1 931	483	2 413	
Autres correspondants	12 163	-1 021	11 143	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	-457	14 298	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	4 990	98 641	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-336	17
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-376	17
Total Passif (A)		94 045	4 614	98 659
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	4 614	98 658



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2015
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 527 562	63 621	1 591 184
Titres négociables à moyen et long terme	1 352 277	67 462	1 419 740
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	120 344	1 316 887
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	115 450	1 134 998
- <i>taux variable</i>	157 169	6 289	163 458
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-52 882	102 852
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-48 988	94 449
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 711	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	175 285	-3 841	171 444
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-3 841	171 444
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	4 758	1 501	6 259
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	65 123	1 597 443



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.